

Unité départementale Le Havre  
48 rue Denfert Rochereau  
BP 59  
76084 Le Havre

Le Havre, le 26/11/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/10/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SIBELCO GREEN SOLUTIONS**

17 rue Villeneuve  
02200 Soissons

Références : 20251028 GENERALISTE  
Code AIOT : 0005801437

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/10/2025 dans l'établissement SIBELCO GREEN SOLUTIONS implanté Zone industrielle du Hode Parc Rudologique des Alizés 76430 Saint-Vigor-d'Ymonville. L'inspection a été annoncée le 02/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection du 28 octobre 2025 de la société SIBELCO GREEN SOLUTIONS sise à SAINT VIGOR D'YMONVILLE s'inscrit dans le cadre de :

- L'instruction du porter à connaissance déposé en décembre 2019 ;
- La mise en œuvre par l'exploitant de certaines dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 19 mars 1998 modifié applicable au site, en matière de risques accidentels et chroniques.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SIBELCO GREEN SOLUTIONS
- Zone industrielle du Hode Parc Rudologique des Alizés 76430 Saint-Vigor-d'Ymonville
- Code AIOT : 0005801437
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Traitement de déchets de verre

**Thèmes de l'inspection :**

- Air
- Bruits et vibrations
- Déchets
- Eau de surface
- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Situation administrative du site	Arrêté Préfectoral du 19/03/1998, article 1.2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 19/03/1998, article 3.1.1	Demande d'action corrective	3 mois
5	Traitement et rejet d'effluents – Eaux pluviales polluées	Arrêté Préfectoral du 19/03/1998, article 3.1.13.2	Demande d'action corrective	3 mois
7	Prévention des nuisances sonores	Arrêté Préfectoral du 19/03/1998, article 3.4	Demande d'action corrective	4 mois
8	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 19/03/1998, article 4.2	Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Prévention de la pollution de l'eau	Arrêté Préfectoral du 19/03/1998, article 3.1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Entretien du décanteur – séparateur d'hydrocarbures	Arrêté Préfectoral du 19/03/1998, article 3.1.9	Sans objet
6	Conception des installations	Arrêté Préfectoral du 19/03/1998, article 3.2.2	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

À l'issue de la visite du 28 octobre 2025, l'inspection des installations classées a identifié une demande de justificatif et six demandes d'actions correctives à réaliser par l'exploitant, dans le délai précisé pour chaque demande.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative du site

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/03/1998, article 1.2			
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Liste des installations			
<b>Prescription contrôlée :</b>			
N° de la rubrique	Désignation de l'activité	A ou D	Capacités
322.A	Station de transit d'ordures ménagères et autres résidus urbains	A	Aire de stockage des verres spéciaux d'une surface de 245 m <sup>2</sup>
322.B.1	Stockage et traitement d'ordures ménagères et autres résidus urbains	A	Broyage de verre avec une capacité de 90 000 t/an
2515-1	Broyage, concassage, criblage, tamisage de pierres, cailloux, minerais et autres	D	Puissance : broyeurs verre : 140 kW

	produits minéraux naturels ou artificiels, la puissance installée de l'ensemble des machines fixes étant supérieur à 40 kW mais inférieure ou égale à 200 kW		
253 et 1430	Dépôts de liquides inflammables en réservoirs enfouis double parois d'une capacité nominale (pour la catégorie de référence) supérieure à 10 m <sup>3</sup>	NC	Une cuve enfouie double parois de 5 m <sup>3</sup> de fuel, soit un volume équivalent de 0,2 m <sup>3</sup> de liquide de 1ère catégorie
1434-1-a	Installation de distribution de liquides inflammables pour réservoirs de véhicules à moteur, d'un débit maximum (pour la catégorie de référence) supérieur ou égal à 1 m <sup>3</sup> /h mais inférieur à 20 m <sup>3</sup> /h	NC	1 distributeur de 5 m <sup>3</sup> /h de fuel, soit un débit équivalent total de 1 m <sup>3</sup> /h
2930.b	Atelier de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur, d'une surface supérieure à 500 m <sup>2</sup> mais inférieure ou égale à 5 000 m <sup>2</sup>	NC	Un atelier de 60 m <sup>2</sup>
2920-2.a	Installation de	NC	Verre compresseur d'air à vis de 40 kW

	compression fonctionnant des pressions effectives supérieures à $10^5$ Pa, comprimant des fluides non inflammables et non toxiques, la puissance absorbée étant supérieure à 50 kW mais inférieure à 500 kW		d'air à vis de 40 kW
--	--	--	----------------------

A : autorisation  
D : déclaration  
NC : non classable

#### Constats :

L'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 19 mars 1998 relatif à l'exploitation d'une plate-forme de traitement de déchets de verre à Saint-Vigor-d'Ymonville a été délivré à la société SA OCCIDENTAL SEA GLASS.

Par courrier du 06 mars 2014, la société SIBELCO GREEN SOLUTIONS a déclaré le changement d'exploitant de cette installation.

Au vu de l'évolution de la nomenclature des installations classées depuis la délivrance de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 19 mars 1998, l'exploitant propose l'actualisation des rubriques applicables au site suivante :

Ancienne rubrique	Nouvelle rubrique	Désignation des activités
322 B-1	2791-1	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations classées visées au titre des rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2783, 2794, 2795 et 2971

		<p>2795 et 2971 La quantité de déchets traités étant : supérieure ou égale à 10 t/j (A)</p> <p>Traitement de 90 000 t/an, soit environ 400 t/j</p>
322 A	2715	<p>Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de verre à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2710, le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur à 250 m<sup>3</sup> (D)</p> <p>Volume de verre ménager en transit : 1000 m<sup>3</sup></p>
1434-1.a	1435	<p>Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules.</p> <p>Le volume annuel de carburant liquide distribué étant inférieur à 100 m<sup>3</sup> (NC)</p> <p>Consommation annuelle de carburant : 50 m<sup>3</sup></p>

253 et 1430	4734	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution Quantité totale inférieure à 50 t (NC) Cuve aérienne de 2100 l = 1,65 t
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Demande de justificatif n° 1 :</b> Le site disposant de stockages de déchets issus du tri du verre (plastiques, matières minérales, métaux ferreux et non ferreux, etc.), l'exploitant doit, sous 3 mois, préciser la situation de ces stockages au regard de la nomenclature des installations classées (notamment, rubrique concernée, régime applicable, description de l'installation).</p>		
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites		
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant		
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois		

**N° 2 : Prévention de la pollution de l'eau**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/03/1998, article 3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Imperméabilisation des sols
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Hormis les espaces verts, l'ensemble du site est imperméabilisé par du béton notamment les aires de stockage de verres entrant/sortant et la zone de traitement du verre ou par des matériaux enrobés.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection des installations classées a constaté le respect de la prescription susvisée.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Prévention des pollutions accidentelles**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/03/1998, article 3.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Isolement
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'ensemble des installations doit être conçu, réalisé, entretenu et exploité de façon qu'il ne puisse y avoir, même en cas d'accident, de déversement de matières dangereuses ou polluantes pour l'environnement vers les égouts ou le milieu naturel. [...] les points de rejet sont équipés de vannes de barrage. Ces vannes peuvent être actionnées en toutes circonstances localement et/ou à distance.</p>



<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant précise que le site dispose d'un unique point de rejet des eaux pluviales situé au niveau du canal de Tancarville, au nord-est du site.</p> <p>Le réseau de canalisations reprenant l'ensemble des eaux pluviales du site aboutit à un bassin de rétention d'un volume de 591 m<sup>3</sup>. Les eaux pluviales sont ensuite traitées par un décanteur-déshuileur puis se jettent dans le canal de Tancarville.</p> <p>En sortie du décanteur-déshuileur, se situe une vanne d'isolement permettant de fermer l'exutoire en cas d'incendie survenant sur le site.</p> <p>Sur le terrain, l'inspection des installations classées a pu constater la présence de la vanne d'isolement.</p> <p>L'exploitant précise que le fonctionnement de cette vanne d'isolement est contrôlé pendant les exercices incendie qui sont réalisés tous les six mois (le dernier exercice incendie réalisé est daté du 06 juin 2025 lors duquel la vanne a été manœuvrée, le compte rendu de ce test mentionne, en effet, que les eaux ont été isolées).</p> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de vérifier l'étanchéité de la vanne lors des tests et que le compte-rendu des tests réalisés mentionnent explicitement si la vanne est maniable et si la fin de course de la vanne a été atteinte.</p> <p>En matière de confinement des eaux d'extinction incendie, l'exploitant précise que le bassin de rétention des eaux pluviales d'une capacité de 591 m<sup>3</sup> sert également de rétention des eaux en cas d'incendie. En effet, sur le site, le bassin est normalement en niveau bas lorsque la vanne d'isolement est ouverte. Le niveau du bassin ne peut s'élever qu'en cas de fermeture de la vanne d'isolement.</p> <p>Le calcul du volume de rétention selon le guide D9A établit un volume nécessaire de confinement des eaux d'extinction de 282 m<sup>3</sup> : ce volume de rétention sera assuré par le bassin en cas de fermeture de la vanne d'isolement.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b><u>Demande d'action corrective n° 1 :</u></b>  <b>L'exploitant doit, <u>sous 3 mois</u>, s'assurer que la vanne d'isolement du site :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- est étanche ;</li> <li>- est aisément manœuvrable ;</li> <li>- a atteint sa fin de course ;</li> </ul> <p><b>et formaliser les résultats obtenus dans un compte-rendu de test. Ce test devra être renouvelé à une périodicité définie par l'exploitant.</b></p> <p><b><u>Demande d'action corrective n° 2 :</u></b>  <b>L'exploitant doit, <u>sous 3 mois</u>, nettoyer le bassin de rétention des eaux pluviales, des déchets plastiques étant présents.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>
<p><b>N° 4 : Entretien du décanteur – séparateur d'hydrocarbures</b></p>
<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/03/1998, article 3.1.9</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Nettoyage</p>

**Prescription contrôlée :**

Le décanteur-séparateur d'hydrocarbures est vidangé périodiquement, au minimum une fois par an et autant de fois qu'il s'avère nécessaire, par une entreprise spécialisée, dûment autorisée.

Un registre sur lequel sont rapportées les informations suivantes est tenu :

- quantité évacuée ;
- adresse du collecteur ;
- adresse de l'éliminateur ;
- date.

**Constats :**

L'exploitant précise que la vidange et le nettoyage du débourbeur-déshuileur sont réalisés deux fois par an.

Il a présenté les deux derniers bordereaux de suivi de déchets correspondant aux vidanges réalisées en novembre 2024 et en mai 2025.

Les bordereaux de suivi de déchets susvisés n'appellent pas d'observation de la part de l'inspection des installations classées.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Traitement et rejet d'effluents – Eaux pluviales polluées**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 19/03/1998, article 3.1.13.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Valeurs limites d'émission

**Prescription contrôlée :**

Les effluents industriels de l'établissement sont les eaux de lavage des engins et véhicules, les eaux de la zone de distribution et d'approvisionnement en hydrocarbures et éventuellement les eaux de lavage des déchets de verre broyés.

Après passage dans le décanteur-séparateur d'hydrocarbures, les effluents industriels et les eaux pluviales polluées doivent respecter les caractéristiques suivantes :

Paramètres	Concentration maximale instantanée	Flux maximal journaliser
Débit		90 m3/j
pH		5,5 < pH < 8,5
Température		Inférieure à 30 °C

MEST	100 mg/l	9 kg/j
DBO5	100 mg/l	9 kg/j
DCO	300 mg/l	27 kg/j
Hydrocarbures totaux	10 mg/l	0,9 kg/j

#### Constats :

L'exploitant a présenté les rapports de contrôle des eaux pluviales en date :

- du 29 avril 2024 : une non-conformité a été relevée sur le paramètre « Matières en suspension » (valeur de 110 mg/l mesurée pour une valeur limite d'émission réglementaire fixée à 100 mg/l) ;
  - du 02 avril 2025 : une non-conformité a été relevée sur le paramètre « Hydrocarbures totaux » (valeur de 15 mg/l mesurée pour une valeur limite d'émission réglementaire fixée à 10 mg/l) ;
- effectués par un organisme agréé.

Les résultats d'avril 2025 ont été saisis dans le logiciel GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Autosurveillance Fréquente) le 16 juin 2025, et la mesure corrective envisagée a été également mentionnée. Le débourbeur-déshuileur a été vidangé et nettoyé le 15 mai 2025. L'exploitant a présenté le bordereau de suivi de déchets correspondant.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

##### Demande d'action corrective n° 3 :

L'exploitant doit, **sous 3 mois**, identifier et mettre en œuvre les actions correctives à mener pour éviter des non-conformités lors des prochains contrôles des eaux pluviales, notamment en matières en suspension et en hydrocarbures totaux (contrôle visuel du séparateur d'hydrocarbures pour constater la présence ou non d'hydrocarbures ou de matières en suspension et augmentation de la fréquence du nettoyage préventif du débourbeur-déshuileur, par exemple).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

#### N° 6 : Conception des installations

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 19/03/1998, article 3.2.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Émissions atmosphériques

##### **Prescription contrôlée :**

Les émissions de poussières doivent être captées et dirigées vers un ou plusieurs dispositifs de dépoussiérage, soit combattues à la source par capotage ou aspersion des points d'émissions ou par tout procédé d'efficacité équivalente.

<p>L'efficacité du matériel de dépoussiérage devra permettre sans dilution le rejet d'air à une concentration en poussières inférieure à 50 mg/Nm<sup>3</sup>.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant précise que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Aucun séchage n'est réalisé sur le site (absence de process de combustion) ;</li> <li>- Les rejets atmosphériques sont constitués de poussières captées en différents points de la chaîne de broyage du verre au moyen d'un dispositif d'aspiration de grande capacité (40 kW) puis traitées par un cyclone. Les mesures en poussières sont réalisées en sortie du cyclone.</li> </ul> <p>L'exploitant a présenté les deux derniers rapports de contrôle des rejets atmosphériques en poussières, contrôles réalisés en septembre 2024 et en septembre 2025 par un organisme compétent en sortie du cyclone (résultats conformes très inférieurs à la valeur limite d'émission réglementaire : 1,1 et 2,6 mg/Nm<sup>3</sup>).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 7 : Prévention des nuisances sonores

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/03/1998, article 3.4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesures de bruit</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation doit être construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité. Pour limiter la propagation des émissions sonores, les mesures suivantes ont été prises :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- mise en place d'une ceinture de végétation en périphérie des terrains (bosquets de peupliers et haie de végétaux préservés) ;</li> <li>- la parcelle incluant la machine de broyage et de traitement du verre et les stockages de verres (produits entrants et produits finis) est ceinturée par un mur de béton de 3 m de haut ;</li> <li>- la station de traitement, abritant les broyeurs est localisée à plus de 40 m de la limite de propriété ;</li> <li>- les stocks de verres sont disposés de façon à limiter la propagation des bruits émis par la station de traitement.</li> </ul> <p><b>3.4.5. Mesures</b></p> <p>L'exploitant doit faire réaliser, à ses frais, une mesure des niveaux d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspection des installations classées. Ces mesures se font aux emplacements définis de façon à apprécier le respect des valeurs limites d'émergence dans les zones où elle est réglementée.</p> <p>Les points de mesure se font, par défaut, en limite de propriété à proximité de la clôture côté Ouest, Sud et Est.</p> <p>[...] Les mesures ultérieures se feront de façon périodique annuellement par la « méthode de contrôle » (point 3 de l'annexe de l'arrêté ministériel précité).</p> <p>Un nouveau contrôle selon la « méthode d'expertise » est réalisé, notamment lors du passage en fonctionnement 24h/24 des installations ou en cas d'extension.</p> <p>Dans la mesure où les limites sonores fixées aux articles 3.4.4.1 et 3.4.4.2 ne sont pas respectées,</p>

des mesures compensatoires sont alors à envisager pour respecter les niveaux sonores et les émergences sonores dues à chaque source, à savoir des protections sonores telles que :

- des murs en béton ou écrans anti-bruits
- des talus de 2,5 mètres de hauteur
- une redistribution adaptée des tas de stockage de verres
- des haies de végétation.

Un nouveau contrôle complet selon la « méthode d'expertise » est réalisé en cas de modification suite au non-respect des normes relevé lors des contrôles de limite sonores.

<p><b>Constats :</b></p> <p>Le site est situé dans un environnement économique et industriel.</p> <p>L'exploitant a présenté les deux derniers rapports de mesures des niveaux sonores réalisés en mars 2024 et en mars 2025 par un organisme compétent.</p> <p>Les points de mesure sont situés :</p> <p>1- En limite de propriété au Sud du site, dans la zone boisée à côté du parking ;</p> <p>2- En limite de propriété Est du site ;</p> <p>3- En limite de propriété Nord du site, à proximité du bassin de rétention ;</p> <p>4- En limite de propriété Ouest du site devant les trémies ;</p> <p>à 1,3 m de hauteur.</p> <p>En 2024 et en 2025, une non-conformité est relevée au point de contrôle n° 4 : le niveau de bruit relevé est de 69,5 dB(A) en 2024 et de 68,5 dB(A) en 2025 pour un niveau limite de bruit de 65 dB(A).</p> <p>L'exploitant précise qu'un merlon de terre a été installé en limite de propriété Ouest du site.</p> <p>L'inspection des installations classées a constaté lors de la visite de terrain la présence de ce merlon d'environ 3 à 4 mètres de hauteur.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><u><b>Demande d'action corrective n° 4 :</b></u></p> <p><b>L'exploitant doit, avant fin mars 2026, faire réaliser une nouvelle mesure des niveaux sonores par un organisme compétent sur l'ensemble des quatre points de mesures situés en limites de propriété du site.</b></p> <p><b>En cas de non-conformité, l'exploitant devra proposer, sous 1 mois à compter de la réception des résultats, un plan d'actions correctives pour respecter les niveaux limites de bruit et/ou l'émergence des bruits (et leur délai de réalisation).</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 4 mois</p>

<p><b>N° 8 : Moyens de lutte contre l'incendie</b></p>
<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/03/1998, article 4.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification annuelle</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toutes les vérifications concernant notamment les moyens de lutte contre l'incendie [...], les dispositifs de sécurité, doivent faire l'objet d'une inscription sur un registre ouvert à cet effet avec</p>

<p>les mentions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- date et nature des vérifications,</li> <li>- personne ou organisme chargé de la vérification,</li> <li>- motif de la vérification : vérification périodique ou suite à un incident et, dans ce cas, nature et cause de l'incident.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté le dernier rapport de contrôle :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des deux poteaux incendie situés à l'extérieur et à proximité du site, l'un situé à côté du canal de Tancarville et l'autre situé à proximité de la route longeant le site ;</li> </ul> <p>Les contrôles, réalisés par un organisme compétent, datent respectivement d'août 2023 et novembre 2023 et mentionnent un débit unitaire supérieur à 120 m<sup>3</sup>/h à 1 bar ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des extincteurs, en date du 12 mai 2025 et réalisé par un organisme compétent (absence d'observations) ;</li> <li>- de la détection incendie, en date du 12 mai 2025 et réalisé par un organisme compétent (absence d'observations) ;</li> <li>- du système de désenfumage, en date du 12 mai 2025 et réalisé par un organisme compétent (absence d'observations).</li> </ul>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><u><b>Demande d'action corrective n° 5 :</b></u>  <b>L'exploitant doit, <u>sous 3 mois</u>, faire réaliser un contrôle par un organisme compétent des deux poteaux incendie situés à proximité du site. Ce contrôle portera notamment sur le débit individuel de chacun des poteaux incendie, le débit en simultané lorsque les deux poteaux incendie fonctionnent en même temps, et leur accessibilité.</b></p> <p><u><b>Demande d'action corrective n° 6 :</b></u>  <b>L'exploitant doit, <u>sous 3 mois</u>, améliorer l'accessibilité du poteau incendie situé près du canal de Tancarville.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>